

**Installations classées pour la protection de l'environnement**

**Arrêté préfectoral portant prescriptions complémentaires DCPAT-BAE n°2026 - 40  
à la société AQUALANDE pour son établissement de ROQUEFORT,  
au 505 route de la grande Lande,**

**Le préfet des Landes,**

**Vu** le Code de l'Environnement et notamment ses articles L 214-1 et suivants, L 511-1, L 512-1 et suivants ;

**Vu** le décret du 26 mars 2025 portant nomination de Monsieur Gilles CLAVREUL, préfet des Landes ;

**Vu** l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter en date du 10 février 1994 ;

**Vu** l'arrêté préfectoral complémentaire DCPAT-BDLIT n°2015-323 du 15 mai 2015 ;

**Vu** l'arrêté préfectoral n° 2025-52-SG du 9 septembre 2025 donnant délégation de signature à Madame Stéphanie MONTEUIL, secrétaire générale de la préfecture des Landes ;

**Vu** le porter à connaissance déposé par l'exploitant le 15 octobre 2025 ;

**Vu** le rapport de l'inspecteur des installations classées en date du 19 janvier 2026 ;

**Vu** la transmission du projet d'arrêté préfectoral à l'exploitant par courriel du 20 janvier 2026 pour observations dans un délai de 15 jours ;

**Vu** le courriel du 27 janvier 2026 de l'exploitant indiquant ne pas avoir d'observations sur le projet d'arrêté ;

**Considérant** que les modifications projetées n'induiront pas de nuisances ou d'impacts supplémentaires mais nécessitent une réactualisation des prescriptions de l'arrêté préfectoral ;

**Sur proposition** de la secrétaire générale de la préfecture des Landes ;

## ARRÊTE

### **Article 1 :**

Le tableau présent à l'article 2 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 15 mai 2015 autorisant la société AQUALANDE à exploiter un atelier d'abattage et de découpe et de transformation de truites sur la commune de ROQUEFORT susvisé est remplacé par le tableau ci-dessous :

« Au titre de la réglementation sur les installations classées (ICPE) :

Rubrique	Énoncé de la rubrique	Capacité de l'établissement	Classement
2210-1	Abattage d'animaux	13,6 tonnes/jour	<b>A</b>
2221-1	Préparation ou conservation de produits alimentaires d'origine animale	15 tonnes/jour	<b>E</b>
2662-2	Stockage de polymères	900 m3	<b>D</b>
4725-2	Oxygène	13,16 tonnes	<b>D</b>

Au titre de la réglementation sur les installations, ouvrages et travaux et activités (IOTA) :

Énoncé de la rubrique	Rubrique	Valeur	Classement
Rejet d'eau pluviale dans les eaux douces superficielles	2.1.5.0	3,00 ha	<b>D</b>

*Légende : A : autorisation, E : enregistrement ; DC : déclaration à contrôle périodique ; D : déclaration »*

### **Article 2 :**

L'article 23 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 15 mai 2015 autorisant la société AQUALANDE à exploiter un atelier d'abattage et de découpe et de transformation de truites sur la commune de ROQUEFORT susvisé est complété par ce qui suit.

« Les dispositions constructives des nouveaux bâtiments, établies dans le dossier déposé par l'exploitant le 15 octobre 2015 et ayant fait l'objet d'une validation des services d'incendie et de secours, sont mises en œuvre conformément aux descriptions figurant dans le porter à connaissance et selon les plans qui y sont joints.

Une formation régulière du personnel notamment celui travaillant dans le bâtiment U2 est mise en place, avec une attention particulière portée à la manipulation des RIA. »

### **Article 3 : exécution**

La secrétaire générale de la préfecture des Landes, le maire de ROQUEFORT, le directeur départemental de l'emploi, du travail, des solidarités et de la protection des populations, les inspecteurs de l'environnement placés sous son autorité, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la société AQUALANDE à ROQUEFORT.

Mont-de-Marsan, le – 2 FEV. 2026

Pour le préfet et par délégation,  
La secrétaire générale,

  
Stéphanie MONTEUIL

#### **Voies et délais de recours**

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction

Il peut être contesté auprès du tribunal administratif de Pau :

- 1 Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du code de l'environnement dans un délai de deux mois à compter du premier jour de la publication ou de l'affichage de ces décisions ;
- 2 Par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée :

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Cette décision peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois.

La saisine du tribunal administratif est possible par la voie de l'application « Télérécourse citoyen » sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)

Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de cet arrêté ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.